

LA RÉVOLTE GRECQUE DE DÉCEMBRE 2008

Le mouvement de révolte qui vient de secouer la Grèce après l'assassinat le 6 décembre 2008 d'un jeune lycéen par un policier ne semble pas près de s'éteindre. S'il n'a pas réussi dans l'immédiat à débarrasser le pays du gouvernement de droite en place (très légèrement remanié récemment) [1] il a en tous les cas flanqué une peur bleue aux bourgeoisies européennes, à leurs élus et porte-paroles que sont les grands médias. Leur panique était perceptible : « Pourvu qu'il n'y ait pas contagion ! » [2] à tel point que notre ministre de l'éducation Xavier Darcos, voyant ses propres lycéens descendre dans la rue, s'est empressé de mettre temporairement au garage son projet de réforme. Car, même s'ils font tout pour envoyer aux oubliettes le vieux concept de luttes de classes, son fantôme ne cesse de les tourmenter. Depuis le début de la crise financière, ils tentent de conjurer toute menace d'explosion sociale. Malgré leurs références aux casseurs et terroristes, ils ne s'y sont pas trompés. Ce qui s'est passé en Grèce tient de la lame de fond et non pas de l'écume d'une colère superficielle : Premier grand mouvement populaire en plein cœur d'une crise profonde et mondiale du capitalisme, mouvement exceptionnel par son ampleur, la radicalisation d'une fraction de la jeunesse, son recours à la rue et son besoin manifeste d'en découdre, le débordement des syndicats et organisations de gauche traditionnelles, son influence immédiate, plus ou moins consciente, sur le mouvement lycéen français... tous ces signes ne trompent pas.

Nous avons tenté de comprendre et de trouver notre « fil d'Ariane » dans le labyrinthe des articles de presse, interviews et discussions, commentaires et interprétations lus sur divers sites militants, et cela en dépit d'une certaine pauvreté de sources bibliographiques. Si l'histoire de la Grèce antique est bien connue, celle de la Grèce contemporaine l'est nettement moins ! [3]

Quel va être le devenir de ce mouvement de révolte ? Nous ne pouvons que poser la question. Mais quel formidable espoir dans la question même !

UN MOUVEMENT D'UNE AMPLEUR EXCEPTIONNELLE, DU « JAMAIS VU »

Ce sentiment que c'était du « jamais vu », nous l'avons retrouvé dans de nombreux témoignages. Bien que précédé par d'autres mouvements de grève générale et de manifestations de colère [4] le mouvement de décembre 2008 a pris une dimension autre qui l'a fait apparaître comme sortant de l'ordinaire des protestations traditionnelles.

■ Par sa durée

Trois semaines après l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos par la police grecque, la révolte et la rage de la jeunesse et du peuple grec continuait d'ébranler le pays et l'onde de choc se faisait sentir dans toute l'Europe. A partir du 8 décembre, les manifestations et échauffourées avec la police ont été quasi quotidiennes. Aux manifestations dénonçant la mort du jeune lycéen, en ont succédé d'autres.

■ Par son ampleur : c'est tout le pays qui a été touché

Depuis le 6 décembre au soir, c'est l'ensemble du pays qui s'est embrasé, y compris les îles et de toutes petites villes où ont eu lieu des mouvements sans précédent. *Le Monde* le note le 9 décembre : « *Cette explosion de colère s'est très rapidement répandue à d'autres grandes villes de province. C'est un fait nouveau en Grèce, où les violences restent traditionnellement circonscrites à la capitale. A Salonique, à Patras, à Ioannina en Epire, à Héraklion, à La Canée, en Crète, à Mytilène sur l'île de Lesbos, les jeunes se sont affrontés aux forces de l'ordre* ». C'est une situation inédite, comme l'exprime dans le journal *La Croix* (10/12/2008) Dimitri, retraité de 75 ans. Sa fille a un magasin dans le quartier huppé de Kolonaki, il a été dévasté : « *On n'en est pas à voir ce qui est à moi ou à toi, dit-il sans colère, c'est tout le pays, Athènes, Thessalonique, Karditsa, Trikala, Rhodes, Corfou, c'est tout le pays qui explose, c'est la rage des Grecs qui déborde, j'ai 75 ans et je n'ai jamais vu cela.* »

■ Par son extension à toutes les couches sociales et à toutes les générations

Même s'il ne fait pas de doute que le fer de lance de la révolte a été la jeunesse lycéenne et étudiante, les témoignages concordent une fois encore pour montrer qu'elle a concerné des gens de tous âges et de tous milieux sociaux : enseignants, commerçants, ouvriers, immigrés...

Giannis, interviewé dans l'émission de D.Mermet, « Là-bas si j'y suis » sur *France Inter* le 18 décembre compare le mouvement de 2008 à celui de 1973 auquel il a participé, et reconnaît que « *le mouvement de 1973 n'a eu ni la durée, ni l'envergure de celui d'aujourd'hui, profondément enraciné dans l'impasse sociale et économique* ». Dans la même émission Dimitri, professeur d'urbanisme, aux côtés de ses étudiants dans le mouvement, « *pour essayer, avec des parents, de s'interposer entre eux et les forces de police* », témoigne : « *Ce ne sont pas des manif de pauvres ou d'étudiants. Il y a de tout. Tous les partis de gauche sont impliqués, et il y a des parents, des profs qui sont pour la première fois dans la rue. Face à un gouvernement qui ne gouverne plus, qui attend. Depuis vendredi, (12/12), il y a un autre phénomène : des rassemblements de citoyens en province aussi. Nous ne savons même pas combien de villes (y compris de villages de 1000 habitants !) sont touchées. Et aussi des amateurs de sport dans les stades* ». Et à la question : « *Malgré les vitrines cassées, l'opinion soutient le mouvement ?* », il répond : « *Les commerçants savent que de toute façon la police ne les défendra pas...* » C'est ce que dit aussi Giannis Androulidakis, militant anarcho-syndicaliste (dans *Le Jura libertaire* 17/12/2008) : « *Ce n'est même pas un mouvement de marginalisés (comme à Los Angeles en 1992 et Paris en 2005, ni une révolte de la « jeunesse ». Des personnes de tous âges et de différentes couches sociales sont sorties dans la rue, face à la police.[...] Il s'agit de la colère sociale accumulée depuis de nombreuses années, malgré 34 ans de République en Grèce, qui s'est exprimée dans la rue* ».

Pavlos, un jeune avocat, dont on trouve le témoignage sur le site <http://www.levif.be/> (*Quand la rue s'enflamme* - 19/12 2008) n'en revient pas : « *Que les jeunes de 15 ans s'attaquent à des commissariats, reprend-il, c'est normal. Mais que leurs parents, leurs grands-parents défilent eux aussi dans la rue, imaginez !* »

Dans le journal *La Croix* le 10 décembre, Costas Botopoulos, député socialiste européen, tout en insistant sur l'importance de ceux qu'on appelle les « laissés-pour-compte », reconnaît qu'ils ne sont que la frange la plus visible du mouvement : « *C'est du jamais-vu.[...] En Grèce, la flambée de violence ne résulte pas d'un manque d'intégration. Les pillages se déroulent au centre des villes. Une frustration sociale se manifeste. On compte des anarchistes certes mais aussi les sans-papiers, des sans-toit, des immigrés, des jeunes de 14-15 ans qui ne voient pas d'avenir. C'est la révolte des laissés-pour-compte, d'une frange*

jusque-là silencieuse, mal connue, mais que le reste de la population, frappée par la violence, soutient en restant muette. »

Plusieurs journalistes nous ont livré le même constat. Le 9 décembre, dans *Le Monde.fr*, un article titré « *Le mouvement lycéen trouve un écho dans la population* » nous apprend que « *Sur les bords des routes, le long des cortèges de manifestations, donc les jeunes manifestent, les lycéens, les étudiants et le long des trottoirs il y a plutôt les parents, les quadras, les quinquas, les retraités qui regardent[...]. Ils sont plutôt admiratifs[...], soutiennent le mouvement (même) s'ils n'approuvent pas les violences* ».

D'ABORD LE CRI SPONTANÉ DE LA RAGE ET DE LA COLÈRE

Ce qui vient de se passer en Grèce c'est d'abord ça : le cri de la colère, le cri de la révolte devant la mort violente et injuste d'un jeune manifestant de 15 ans. C'est un cri spontané. L'agression policière a été, comme cela a été mis en avant par beaucoup de commentateurs, l'acte qui a mis le feu aux poudres, l'acte qui a fait que des milliers et des milliers de personnes, qui ont quotidiennement toutes les raisons d'éprouver de la colère, ont envahi les rues pour la hurler sans que cela ait été préparé ni ordonné.

Giannis, interviewé dans l'émission « *Là bas si j'y suis* » de Mermet le 18 décembre répond à la question posée par le journaliste concernant le contrôle du mouvement : « *Il a été totalement spontané, il n'y a pas de contrôle derrière, pas de contrôleurs. Ça dure depuis 10 jours dans tout le pays, il n'y a pas d'organismes capables de contrôler tout cela* ». Il s'agit de « *quelque chose que, ni syndicats et partis, ni les parents ne peuvent s'approprier. Je n'ai jamais vu cela en 50 ans. Jamais le mouvement n'a pris de telles dimensions* ». Et à la question posée « *qui est dans la rue ?* », un autre Grec interviewé par Mermet répond : « *On plaque nos schémas ! Bien sûr, les militants de l'extrême-gauche, les anarchistes y sont, mais ils ne sont pas l'essentiel de la rébellion. C'est la révolte de toute la population face à la police, au gouvernement, au pouvoir, face aux problèmes locaux et aux problèmes communs. Celui qui dit que le mouvement est dirigé est un menteur* ». C'est très exactement ce que dit aussi Giannis Androulidakis, déjà cité (dans *Le Jura libertaire* du 17/12/2008) « *Toute personne qui affirme que ce mouvement est « dirigé » est un menteur. Même si elle a été allumée par des anarchistes à Athènes, cette rébellion a été suivie spontanément par toutes les identités politiques* ». Et encore « *Il convient de noter que ce n'est pas une rébellion de « militants », bien que le mouvement de la gauche, extrême-gauche et en particulier les anarchistes sont très forts dans le pays.* »

Les nouveaux moyens de communication que sont Internet et le portable ont joué un rôle essentiel dans ces journées d'émeutes, grâce aux blogs et aux SMS. Un article écrit le 8 janvier sur le site *Indymédia Grenoble* nous l'explique : « *Il ne faut pas oublier que dans la pratique, la première forme de coordination, c'était d'ami à ami, par des téléphones mobiles ; telle fut aussi l'approche utilisée essentiellement par les jeunes étudiants pour coordonner leurs initiatives, leurs manifestations, et les actions directes.[...] Toutes sortes de petits groupes d'amis prenaient des décisions spontanées dans les rues, préparant des actions et les réalisant eux-mêmes d'une manière chaotique, incontrôlable : des milliers d'actions ayant lieu simultanément dans tout le pays...* »

D'autres témoignages nous sont donnés sur le site www.levif.be (article Grèce : quand la rue s'enflamme 19/12) avec celui de Pavlos, un jeune avocat : « *Il a tombé la robe pour la tenue de combat et les cocktails Molotov. Attablé dans une taverne du quartier d'Exarchia, à Athènes, Pavlos grille des cigarettes à la chaîne. Cet avocat de 40 ans rentre tout juste de sa*

quatorzième manif de la semaine. Il a annulé tous ses procès, ne va plus au bureau que pour consulter, sur Internet, le site contestataire Indymedia, dit qu'il aurait pu « tuer un flic dans la rue, les deux premiers jours », tellement la rage lui bouffait le cœur. »[...]« Enfin, les choses bougent ! » La mort d'Alexis, un jeune de 15 ans, tué le 6 décembre par un policier, a allumé un incendie en Grèce. Comme beaucoup, ce soir-là, Pavlos a été alerté par SMS. Et c'est là que tout s'est emballé : «J'ai cru que je devenais fou. J'ai foncé à l'Ecole polytechnique. Spontanément, on a tous décidé d'occuper les locaux.» Tous. Les jeunes, les vieux, les encravatés, les « anars ».

LA MANIFESTATION D'UNE TRIPLE CRISE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE...DANS UN MONDE EN CRISE

■ La Grèce, élève modèle du néolibéralisme européen

En trente ans, la Grèce s'est profondément transformée. De pays vivant essentiellement de ses ressources agricoles, manquant d'industries, de sources d'énergie (d'où la forte inquiétude lorsque, dernièrement, les Russes ont interrompu leurs livraisons de gaz) et de moyens de transport modernes, elle est devenue un pays aux activités tertiaires développées, avec son tourisme, ses banques, sa marine marchande, ce qui lui a valu d'être présentée comme le « leader économique » dans le monde balkanique. Du fait de son entrée dans la Communauté européenne en 1981, et grâce aux aides européennes (elle aurait reçu 75 milliards d'euros de fonds communautaires entre 1989 et 2006), elle connaît une période d'apparente embellie : les infrastructures (autoroutes, stades, complexes touristiques, internet, etc.) se modernisent, les salaires augmentent, le chômage baisse, bref un capitalisme « moderne » semble pénétrer dans le pays avec ses mirages mais aussi avec ses avancées. Le sort de la Grèce est lié aux politiques libérales de l'Union européenne... mais ses jeunes peuvent aller étudier dans les autres pays de la communauté grâce au programme Erasmus.

Embellie à nuancer : Si le tourisme a permis des créations d'emplois (mais surtout saisonniers), des rentrées de devises, des liens entre les salariés de toute d'Europe au moment des vacances, il met en péril un milieu naturel fragile (risques de séismes et d'incendies) et menace les ressources en eau potable. Si l'on a pu constater une augmentation générale du niveau de vie de la population, les écarts de richesses n'en ont pas été atténués, au contraire. C'est ce que nous démontre Stathis Kouvelakis [5] « *Rappelons donc que la Grèce, dont l'espérance de vie ou les taux de diplômés sont au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne... est aussi l'une des sociétés les plus inégalitaires d'Europe. Ce ne sont pas simplement les salaires (et les retraites) les plus bas d'Europe occidentale (avec le Portugal), c'est aussi la répartition des richesses la plus polarisée : la part des salaires dans le produit national est en deçà de 55% (près de dix points de moins qu'en France), et elle est en chute (comme en France et dans la quasi-totalité des pays occidentaux) depuis les années 1980 (60 % en 1984, 70,3 % en France en 1980). Le taux de travailleurs en dessous du seuil de pauvreté est le plus élevé de l'Union Européenne (14 %). Au même moment, la dérégulation financière, les privatisations et la politique de taux d'intérêts élevés, pratiquée avec un zèle admirable par les gouvernements du socialiste « modernisateur » (véritable chouchou des*

médias et des élites européennes) Costas Simitis (1996-2004), opérait une redistribution sans précédent en faveur des spéculateurs de la bourse, détenteurs d'actions et de bons du Trésor. La Grèce occupait ainsi, en 1997, le troisième rang parmi les pays de l'OCDE pour les inégalités, dépassée uniquement par le Mexique et la Nouvelle Zélande... »

■ Embellie de courte durée.

Parce qu'elle est entrée de plain-pied dans l'Europe, elle connaît les mêmes problèmes : précarité, bas salaires, pression sur les finances publiques pour approcher les critères de Maastricht, à défaut de les respecter. A partir des années 90, les politiques d'austérité se succèdent, le niveau de vie chute, le chômage croît et on assiste à une déchirure progressive et profonde du tissu social. L'insertion familiale fonctionne de moins en moins comme amortisseur du chômage dès lors qu'il devient structurel. Après avoir été traditionnellement un pays d'émigration, la Grèce est devenue un pays d'immigration, à l'instar de l'Espagne et de l'Italie. Entre 8 et 10 % de la population est étrangère. Les Albanais sont les plus nombreux, leur situation a souvent été régularisée, si bien qu'ils s'installent durablement en famille dans les villes et villages et gagnent souvent plus que le minimum légal de 700 euros, ce qui provoque parfois des sentiments xénophobes. De nombreux immigrants viennent également des pays de l'ancien bloc de l'est et plus récemment d'Asie : Irakiens, Afghans, Géorgiens, Kurdes, Pakistanais, Bengalis, beaucoup plus précaires dans l'ensemble. *Le Monde* du 20 décembre a consacré deux articles au problème de l'immigration: « *Patras, cul-de-sac de l'Union européenne pour les migrants* » et « *La Grèce est débordée par l'afflux de clandestins* ». Le rapport 2008 d'Amnesty International signale que la Grèce a refusé d'accorder l'asile à la grande majorité des requérants, que beaucoup, même des mineurs, sont maintenus en détention arbitraire, que des morts en détention ont été signalés et que des Roms ont été expulsés de force.

L'entrée dans la zone euro, en 2001, provoque l'envol des prix sans que les salaires suivent. Les fonds européens n'ont pas tous été dépensés dans les infrastructures, une partie a été dilapidée par la classe politique au pouvoir (les affaires de corruption sont là pour nous le rappeler). La Grèce a peu investi dans les technologies nouvelles et a continué à consacrer 7 % de son budget aux dépenses militaires en raison de ses relations conflictuelles avec la Turquie. Les jeux olympiques ont été payés à crédit.

Et l'on pourrait allonger la liste : privatisation des ports (celui du Pirée a récemment été vendu à une société chinoise) et de la compagnie publique de transport aérien Olympiaki ; cherté de la vie qui interdit par exemple désormais à une frange croissante des classes populaires et moyennes grecques de passer des vacances estivales dans leur propre pays, état désastreux des prisons grecques qui a conduit l'an dernier à un mouvement massif de protestation des détenus exigeant des conditions décentes de détention.

On assiste à une accélération des offensives néolibérales par les gouvernements successifs. L'actuel gouvernement Karamanlis, au pouvoir depuis 2004, a succédé aux gouvernements dirigés par le PASOK. Réélu de justesse (avec une voix de majorité à la Vouli — l'Assemblée nationale—) lors des élections de septembre 2007, il ne fait que poursuivre l'œuvre du PASOK de mise en place de réformes néolibérales dans tous les domaines : réforme des universités, réforme des retraites, du système de santé et de la Sécurité sociale, réforme des hôpitaux, politiques d'austérité, privatisations d'entreprises publiques, fonctionnaires menacés par les économies budgétaires : tout ce à quoi en somme nous sommes nous-mêmes confrontés ! Quant au parlement grec, il s'est empressé de ratifier, à une forte majorité, le

traité de Lisbonne, en juin 2008, quelques heures avant le début du référendum organisé en Irlande.

La crise actuelle du capitalisme n'a bien sûr pas épargné la Grèce. La crise financière et économique inédite qui éclate en septembre 2008 a entraîné un plan de « relance » et de financement des banques par le gouvernement à concurrence de 28 milliards de dollars, tandis que le chômage croît et que la liste des plans de licenciements s'allonge. L'économie grecque entrera officiellement en récession en 2009 (croissance négative annoncée de 0,1 pour cent, faisant suite à une croissance économique de 4 pour cent en moyenne pendant des décennies). L'un des facteurs majeurs de cette prévision est la grande dépendance de l'économie grecque vis-à-vis de fonds étrangers. Le poids de la dette publique en Grèce correspond aujourd'hui à 93,1 % de son PIB. Ce chiffre place la Grèce au deuxième rang de la zone Euro, après l'Italie. On évalue que le gouvernement dépensera cette année environ 12 milliards d'euros, soit un sixième de son budget, au seul paiement des intérêts de cette dette. Les agences de notation s'interrogent sur sa solvabilité et viennent de déclasser cette dette ; cela signifie qu'il y a un risque que le gouvernement grec ait du mal à faire face à ses engagements. C'est la première fois qu'un pays de la zone euro se trouve ainsi dégradé. La bourse d'Athènes est en chute. La Confédération générale des travailleurs grecs prédit une vague de licenciements massifs en 2009 : plus de 100 000 emplois seraient détruits dans le bâtiment, le tourisme et le commerce, soit 5 % de chômage supplémentaire.

Dans ce contexte, ce sont toutes les couches sociales du pays (à l'exception d'une minorité bourgeoise) qui souffrent et sont mises sous pression. L'assassinat du jeune Alexis est la goutte d'eau qui fait déborder la vase.

■ Une génération sans avenir, sans espoir

« On connaissait la “génération précaire” en France, les “milleuristas”(pour 1 000 euros) en Espagne et en Italie, la “Generation Praktikum” (stage) en Allemagne. On vient de découvrir la “génération 700” en Grèce. » « Les jeunes Grecs, jusqu'à 35 ans, représentent une majorité silencieuse de citoyens sous-payés, surchargés de travail, endettés et fragilisés », explique l'organisation Génération 700. Selon elle, 56 % des Grecs de moins de 30 ans ont un salaire mensuel qui ne dépasse pas les 700 euros. » (Valeur Actuelle du 18/12/08).

Tous les commentateurs ont mis en avant le drame de cette génération. Comment s'en sortir en effet avec des salaires compris entre 400 et 700 euros alors que les prix ont rejoint le niveau de ceux de l'Allemagne ou de la France ? Les problèmes de la génération « 700 » ou « 600 euros », c'est selon, ont été largement décrits. Témoignages lus sur le site **le vif.be** le 19/12 « *A quoi servent nos diplômés ? A rien, sauf si nos parents ont des relations ou si on connaît quelqu'un de bien introduit. En fait, nous sommes coincés. » D'un côté, le chômage, qui culmine à 24,3 % pour les 15-24 ans — le plus fort taux d'Europe. De l'autre, des salaires au plancher : « On ne voit pas d'avenir, soupire Eleni, une étudiante. Ma génération survit avec 700 euros par mois. Nos aînés se sont sacrifiés pour nous offrir des cours particuliers et une meilleure vie que la leur. Seulement, voilà, elle est plus dure ».* Même explication le 10/12/2008 avec **la Tribune.fr** : « *Comme dans de nombreux pays d'Europe du Sud, il n'est en effet pas rare que les jeunes restent vivre jusqu'à 30 ans passés chez leurs parents, faute de situation économique stable. Pour Petros Rombolis, chercheur à l'Institut du travail de la confédération syndicale GSEE cité par l'Express, “le marché du travail n'absorbe que la moitié des quelque 80 000 diplômés qui sortent tous les ans des universités, le choix c'est le chômage, l'émigration ou la surexploitation” ».*

Stathis Kouvélakis (que nous avons cité précédemment, voir note 5) nous donne des précisions sur le système éducatif en Grèce : « Avec moins de 3,5 % de son budget national, la Grèce se situe traditionnellement en queue de peloton européen. Elle se hisse toutefois au premier rang pour les dépenses des ménages allouées à l'éducation, égales en volume à celles de l'État. Un invraisemblable univers fait d'entreprises spécialisées dans le soutien scolaire, de cours privés et d'établissements privés censés fournir des formations professionnelles, voire des formations à prétention « universitaire » (en grande part assurées par les antennes locales d'établissements universitaires du monde anglophone, ou, en réalité, simplement agréés par ceux-ci) se substitue très largement à une éducation publique défailante. La réforme des universités lancée par l'actuel gouvernement en 2006 s'est attaquée à l'un des derniers éléments de service public qui subsistent. Il n'est guère surprenant qu'elle se soit heurtée à la mobilisation massive de la jeunesse, qui, avec des hauts et des bas, marque de façon continue la situation sociale des deux dernières années. »

Nous pouvons compléter ces explications avec celles données par le site *cafe-geo.net*, dans un article intitulé « Brèves de comptoirs (Emeutes et géographie : les événements de Grèce) » :

Les familles investissent des sommes énormes dans l'éducation des enfants : les lycées sont doublés d'établissements privés, les frondistiria qui fonctionnent l'après midi et le soir et où on répète les leçons du lycée. On trouve ce système même dans les petites bourgades équipées d'un établissement secondaire [impossible, en effet, de décrocher un examen, un diplôme sans suivre les cours dans un frondistirio, NDLR]. Les études supérieures engagent d'autres frais : on vend communément à la campagne des terrains bien placés pour un futur usage touristique, pour permettre de financer des études à l'étranger. Les Grecs sont les Européens qui vont le plus volontiers étudier hors de leurs frontières. C'est qu'en Grèce l'accès à l'enseignement supérieur est soumis à un numerus clausus. Chaque année en juin, un concours national dit « panhellénique » classe les candidats, et la note obtenue les amène dans un établissement qui peut être situé à l'autre bout du pays et pour des études qui peuvent avoir un rapport lointain avec leurs souhaits. A ce titre, les lycéens sont précocement préparés à cette perspective de rude compétition, d'où leur facile mobilisation politique.»

Une fois à l'université, l'objectif de beaucoup est de réussir un examen permettant de rentrer dans la fonction publique. Cela fait, on figure sur une liste d'attente sur laquelle on peut rester entre cinq et dix ans... avant d'avoir le boulot (enseignant, infirmier, etc.) et oublier tout ou partie de son savoir ! Et c'est pendant ces années d'attente que de nombreux jeunes diplômés sont contraints de revenir chez leurs parents.

■ Une classe politique corrompue

La vie politique en Grèce est marquée par la domination de quelques grandes familles, les Papandreou, Mitsotakis, Caramanlis (c'est d'ailleurs un Caramanlis qui dirige le gouvernement actuellement), et surtout par de nombreux scandales et une très forte corruption à tous les niveaux de l'Etat, impliquant tant les gouvernements du PASOK (le PS grec) que de la Nouvelle Démocratie :

- La gestion catastrophique par le gouvernement des **incendies** qui ont ravagé le Péloponnèse pendant l'été 2007 (plus de 70 morts et plus de 250 000 ha de forêts ravagés) ainsi que l'absence d'élucidation de leurs causes (on a parlé dans la presse d'incendies volontairement

allumés pour permettre la construction d'une autoroute afin de satisfaire la demande d'infrastructures de la part de multinationales du tourisme) ;

- **Le scandale Siemens /OTE** : la société allemande Siemens a versé des pots-de-vin (plus de 400 000 euros) à des politiciens et membres du PASOK afin d'obtenir des contrats avec l'OTE (opérateur téléphonique grec)

- Même l'**Eglise orthodoxe grecque**, qui jouit d'un poids social assez important jusque-là dans la société grecque, est mêlée aux scandales, ainsi que des membres de l'actuel gouvernement : le monastère de Vatopédi sur le Mont Athos (dont l'entrée est interdite aux femmes !) a reçu du gouvernement des bâtiments quasiment neufs construits pour les jeux olympiques de 2004 et de valeur bien supérieure aux hectares de forêt donnés en échange. Il faut signaler la toute-puissance de cette église orthodoxe grecque qui se permet d'intervenir dans toutes les questions politiques, puisque l'Eglise n'est pas séparée de l'Etat (la présence des popes aux JT est quasi permanente) et qui a fort mal pris en août 2008 la décision du gouvernement d'assouplir (et non de supprimer) l'enseignement de la religion orthodoxe dans le primaire et le secondaire, la cour européenne des droits de l'homme s'étant émue du fait que les parents qui demandaient une dispense des cours de religion devaient déclarer leurs convictions religieuses.

- « *Dernier scandale en date, la ponction de 4 milliards d'euros sur les crédits de l'assurance maladie par le gouvernement qui a « pioché » là où il y avait de l'argent pour honorer ses obligations de remboursements. Résultat, les hôpitaux sont au bord du naufrage, des opérations chirurgicales sont repoussées tous les jours, les pharmacies n'assurent plus le tiers payant, les patients ne peuvent plus se faire rembourser leurs médicaments, le matériel élémentaire commence à manquer* » comme le notait Alexia Kefalas dans <http://www.lefigaro.fr> le 28 novembre.

- Un sondage récent indiquait que 9 Grecs sur 10 ont dû se soumettre à la pratique généralisée des **pots de vin** dans leur vie quotidienne.

- Si l'on ajoute au tableau une **police** corrompue, violente et impunie héritée à la fois des colonels et du clientélisme des partis au pouvoir, responsable de méthodes de répression violentes (plus de 100 meurtres depuis 1985) contre étudiants ou émigrés, et des **prisons** surpeuplées (lire à ce sujet le rapport d'Amnesty International 2008), on comprend les potentialités d'explosion sociale. « *Si vous ne vivez pas ici, vous ne pouvez pas comprendre l'arbitraire des flics. Quand un autre jeune de 15 ans a été tué, en 1985, dans les mêmes circonstances, j'étais étudiant. Le salopard qui l'a descendu d'une balle dans le dos a écopé de deux ans avec sursis et il a été innocenté en appel. Aujourd'hui, rien n'a changé. C'est l'impunité totale.* » nous dit l'avocat Pavlos, déjà cité.

■ Un Etat faible ? Un pays inapte à se moderniser ?

La question a été posée par certains journalistes, s'érigeant ainsi en juges en relayant les reproches adressés par la Commission européenne au gouvernement conservateur grec sommé d'assainir les comptes qui ont explosé après les Jeux Olympiques de 2004. Il leur est reproché de ne pas avoir su mener les « réformes indispensables » dans l'éducation, la recherche, la santé, le marché du travail. *Le Figaro* du 10 décembre ne ménage pas ses critiques dans un article intitulé « *la crise en Grèce est politique* » : « *Tout cela est possible parce que la Grèce n'a pas su s'adapter aux exigences d'un pays moderne ni se doter d'un*

État efficace. Minés par les scandales, la corruption et le clientélisme, les gouvernements de gauche ou de droite ont plus profité du pouvoir qu'ils ne l'ont exercé ». De son côté, le Monde du 9 décembre 2008 titrait son éditorial « *La Grèce sans État* » et signalait que si l'entrée de la Grèce dans l'Europe puis la mondialisation avaient « *ébranlé ces rapports archaïques* », si le pays s'était modernisé, il n'avait pas « *pour autant échappé à ses mauvaises habitudes* » .

On retrouve des refrains bien connus : les jeunes et les salariés lorsqu'ils font grève et qu'ils manifestent sont régulièrement montrés du doigt comme ceux qui s'accrochent à leurs vieux privilèges, refusent les progrès en refusant les « réformes », restent des « Anciens » au lieu de devenir des « Modernes » . Dans le cas de la Grèce, se superpose, de la part de nos avocats de la nécessaire adaptation à la modernité, une autre forme de mépris. La Grèce est ravalée à son rang de pays en marge, de pays des Balkans, tare congénitale qui l'empêche de faire partie du monde occidental. Stathis Kouvelakis s'insurge contre cette vision exprimée dans l'éditorial du Monde dans son article du 14 décembre. En voici quelques extraits: « *L'explication est toute trouvée : les émeutes qui se sont déclenchées à Athènes et dans les villes de Grèce [...], renvoient fondamentalement à un archaïsme. Celui d'une société, et de son État, qui, à peine sortis de leur arriération balkanique, peinent à faire face aux défis de la « modernité » et de la "mondialisation [...]" il ressort, d'entrée de jeu, que les Balkans ne font pas partie de l'Europe, qu'ils sont, ou demeurent, l'« autre » contre lequel se construit, et se conçoit elle-même, cette « Europe »-là.[...] On voit se profiler ici le stéréotype orientaliste de base : la Grèce comme une sorte de satrapie déclinante, rongée par les fléaux typiques de l'arriération pré-moderne. [...] Frappée par une « crise économique » et une « crise sociale », dont les symptômes, furtivement évoqués, n'évoquent pourtant que des choses bien familières aux lecteurs du Monde, la Grèce souffre de son inadaptation à la modernité. En témoignent ces convulsions violentes et exotiques, qui confirment son appartenance à cette altérité, cet espace situé au-delà de l'Occident européen, dont la modernité et la civilisation ne peuvent que prémunir de telles rechutes dans l'état de nature — l'éditorial s'intitule du reste *La Grèce sans État* »*

La crise de la société grecque est donc bien une crise profonde et globale: elle touche tous les aspects de la vie sociale, économique et politique, toutes les couches sociales. A cela se rajoute une autre donnée liée à la situation particulière de la Grèce dans la « poudrière balkanique », ses rapports conflictuels avec ses voisins , la Turquie et depuis peu la Macédoine, ou plus exactement « l'ancienne république yougoslave de Macédoine » puisque le gouvernement d'Athènes lui conteste le droit de s'appeler autrement.

DES TRADITIONS DE RÉSISTANCE ET DE LUTTE

Bien sûr, rien ne surgit de rien : la Grèce est un pays de fortes traditions de luttes sociales et d'insurrections.

■ Une période particulièrement intense de résistance et de lutte est celle qui va de 1940 à 1949

Au début de la 2^{ème} Guerre Mondiale, en 1940, l'armée de Mussolini, malgré une supériorité numérique incontestable, est repoussée par l'armée grecque et ne peut envahir comme prévu le territoire grec à partir de l'Albanie. Les Nazis doivent alors s'en charger. Après une résistance spontanée, massive et héroïque aux occupants nazis (plus de 300 000 morts de faim, seul pays d'Europe à s'être, malgré une répression féroce, violemment insurgé contre le

STO, de sorte que les Nazis furent contraints de l'annuler), après avoir subi dans sa chair et son sang les conséquences des accords passés entre Churchill et Staline et la trahison de Yalta en 1945, le peuple grec est entraîné dans une guerre civile destructrice (1946-1949) (voir le texte également publié sur ce site : « [La Grèce de la Résistance à la guerre civile](#) »).

Puis il subit le joug de la dictature des Colonels de 1967 à 1973. Après s'en être libéré dans le sang encore (40 tués à l'Ecole Polytechnique à Exarchia en 1973), s'ouvre une période de « démocratie » ; la monarchie est abolie, et s'installe pendant 30 ans un système de domination bipartite de la bourgeoisie. Deux partis alternent au pouvoir :

- **le PASOK** (Mouvement Socialiste Panhellénique) : parti de centre-gauche, totalement social-libéral, corrompu, clanique (dominé par la famille Papandreou), et avec, jusqu'en 2004, le premier ministre Kostas Simitis. C'est néanmoins un parti capable de déclencher des grèves quand il est dans l'opposition, ce qu'il a fait à plusieurs reprises ces dernières années, notamment parce qu'il contrôle organiquement la confédération syndicale unique (la GSEE) très bureaucratisée. Pour l'anecdote, quand le PASOK est au pouvoir, le secrétaire général de la GSEE devient automatiquement ministre du travail. Son président actuel est membre du PASOK et le vice-président membre de la ND !

- **la Nouvelle Démocratie** (ND), parti conservateur de droite, dominé par la famille Karamanlis.

■ Autres partis et organisations : état des lieux

- **Le KKE** (parti communiste de Grèce) est demeuré un parti stalinien dans des proportions ignorées dans tout autre pays européen. Comme le dit un internaute grec sur le forum de « Rue 89 », « *le KKE ne s'est pas encore aperçu que le mur de Berlin est tombé* ». Certains de ses dirigeants se revendiquent ouvertement de Staline. Le KKE cultive des pratiques sectaires en permanence (il organise seul des manifestations, des coordinations étudiantes...). Il conserve cependant des capacités certaines de mobilisation, à travers ses organisations propres et aussi via la fédération syndicale qu'il contrôle (PAME). Sur le plan électoral, à l'automne 2007, il passe de 6 % à 8 % des voix.

- **SYRIZA (Coalition radicale de gauche)** : c'est une coalition électorale regroupant SYNASPISMOS (sa composante principale), un parti euro-communiste issu de deux scissions du KKE, en 1968 et en 1990, et divers petits groupes d'extrême-gauche (maos, trotskistes ou écologistes). L'histoire de Syriza mérite quelques développements: alliance électorale, du parti de la gauche réformatrice « Synaspismos » (Coalition) avec des organisations d'extrême gauche, Syriza a vu le jour juste avant les précédentes élections parlementaires de 2004. « *Il s'agissait déjà d'une alliance totalement inédite dans un pays dont la gauche avait toujours fait preuve d'un sectarisme viscéral* »

En 2006, la constitution et le succès électoral des listes antilibérales dites « radicales » constituées par l'aile gauche de Synaspismos et d'organisations d'extrême gauche, à l'instar de celle de « Ville Ouverte » à Athènes (avec à sa tête le jeune Alexis Tsipras, qualifié parfois de Besancenot grec) — 11 % des voix, soit devant le KKE — ont « dynamisé » Syriza.

Un militant de la petite organisation *Kokkino* (rouge en grec), qui est à la fois membre actif du Syriza et a le statut d'observateur dans la IV^{ème} Internationale, écrit : « *Toutes ces très bonnes performances de Syriza avant et après les dernières élections* (de septembre 2007, le Syriza est passé de 3,3 % à 5,5 % des voix.[6] *ont, indiscutablement, renforcé son unité et radicalisé*

encore plus son discours politique. En même temps, elles ont fait taire (mais jusqu'à quand ?) ses opposants à l'intérieur de Synaspismos (son aile droitère et anti-Syriza regroupe environ 30 % des membres du parti) tandis qu'elles provoquent déjà des débats assez agités dans les rangs de cette extrême gauche qui avait préféré présenter ses propres — et multiples — listes aux élections avec des résultats plutôt désastreux ».

Heureusement qu'il y a eu une « radicalisation » minimum, quand on sait que l'aile droitère de Synaspismos (jusqu'à récemment majoritaire donc) est favorable à des alliances centre-gauche avec le Pasok ! On peut mieux comprendre, dans ces conditions, que certaines organisations d'extrême-gauche, comme l'OKDE-Spartakos (section grecque officielle de la IV^{ème} Internationale) n'adhèrent pas à SYRIZA

En 2007, « Syriza met en avant — comme priorité absolue de la période — la lutte unitaire contre l'offensive gouvernementale et surtout, contre son projet de démantèlement de la sécurité sociale ». C'est-à-dire qu'elle « n'arrête pas de lancer vers le PASOK et le KKE des propositions d'unité d'action ». Mais, déplore le militant de Kokkino, « Malheureusement, tous ces appels pressants à l'unité d'action contre les politiques néolibérales du gouvernement Karamanlis restent pour l'instant sans réponse. Le KKE persiste à considérer Syriza (et surtout Synaspismos) comme... "l'ennemi principal", tandis que le PASOK préfère parler de tout autre chose, c'est-à-dire du besoin d'une coalition de... centre-gauche »

S'il est vrai que Syriza « a le vent en poupe et apparaît comme la formation politique attirant le plus la jeunesse », son succès ne fait pas ipso-facto de lui un parti anticapitaliste bien affirmé : « En même temps, c'est l'évidence même que tout reste encore à faire, que les problèmes et les tensions ne manqueront pas et que ses succès resteront fragiles tant que Syriza n'aura pas réussi sa transformation en une formation démocratique bien structurée, dotée d'un programme anticapitaliste clair, respectueuse de l'autonomie des mouvements sociaux et bien ancrée dans le courant anticapitaliste européen ». (et c'est un partisan actif de Syriza qui s'exprime...) (Inprecor n° 532/533 décembre 2007 <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=463>)

• **les organisations d'extrême- gauche** : Voilà le tableau que dresse d'elles une internaute sur le site Forum des marxistes révolutionnaires : « Il faut savoir qu'il n'y a pas moins de 26 organisations trotskystes, ce à quoi il faut ajouter les milliards d'orgas maos, stal , libertaires, [dont]

- OKDE-Spartakos : la section grecque de la IV^{ème} Internationale

- MERA : coalition électorale autour du NAR (...en 1989 la majorité de l'organisation de jeunesse du KKE , soit plusieurs dizaines de milliers de jeunes, fit scission pour protester contre la participation à un gouvernement de coalition avec la droite ... Ça a donné naissance à cette organisation , que l'on peut qualifier de post-stal , avec des côtés très gauchistes mais très influente dans les facs et avec qui les trotskystes travaillent quotidiennement)

- EN.ANTIA : coalition électorale regroupant des groupes trotskystes (OKDE-Spartakos , le SEK — section grecque de l'IST) et ARAN et ARAS (2 organisations d'origine maoïstes)

Il suffit de savoir que l'extrême-gauche est très forte dans les facs (qui sont sans conteste les plus politisées d'Europe) mais n'a quasiment aucune influence dans la classe ouvrière. Ce sont des organisations très actives mais petites, Spartakos ne dépasse pas la centaine de militants , la plupart à Athènes , avec quelques- uns à Giannena (nord du pays près de

l'Albanie) ...

Ces organisations sont implantées quasi exclusivement chez les étudiants (il y a des salariés à OKDE mais une organisation aussi petite ne tient pas la comparaison avec le KKE , le PASOK ni même Synaspismos .

Ces organisations sont aussi regroupées au sein des facs dans EAAK , le Front de la Gauche Indépendante et Radicale , regroupement des anticapitalistes grecs... Ils se présentent aux élections universitaires (qui en Grèce sont des élections de courants politiques et non pas des listes syndicales) et font de bons scores. »

Sont mentionnées aussi :

*- « EEK : c'est la section grecque du CRFI , Comité de Refondation de la Quatrième Internationale , à laquelle est notamment liée le Partido Obrero argentin
- OKDE (ou Okde-Ergatiki Paly) : Spartakos en est une scission de 1985 (encore une !), ce sont des trotskystes mais extrêmement sectaires et dogmatiques, ils réclament sans succès dans des courriers depuis des années à être reconnus par le SU »*

• **Les anarchistes** : Combien sont-ils ? Entre 400 ou 500 pour certains, entre 2000 à 3000 pour d'autres. Ils ont de toute évidence joué un rôle essentiel dans les derniers événements comme dans toutes les révoltes étudiantes précédentes. Le quartier d'Exarchia, sorte de quartier latin au cœur d'Athènes, est considéré comme leur fief, qu'ils doivent partager avec les groupes d'extrême-gauche et où les forces de l'ordre évitent de se montrer. Ils « tiennent » l'école Polytechnique et l'école d'économie. Le mouvement anarchiste grec est considéré comme un des plus importants du monde, mais reste une mouvance assez informelle qui regroupe à la fois des jeunes de 15- 25 ans qui zonent, fréquentent les concerts punk mais restent peu politisés, et des groupes plus organisés, spécialisés dans la guérilla urbaine, et qui s'affrontent régulièrement aux forces de police. Certains semblent s'orienter vers la prise de conscience qu'ils ne doivent pas se limiter à une « stratégie anti-police » mais qu'ils doivent, pour être mieux compris de la population, entreprendre d'autres actions comme l'attaque de banques ou l'attaque de supermarchés avec distribution libre des produits volés.

■ Les mouvements étudiants

Le mouvement de décembre 2008, malgré son côté spontané que nous avons décrit plus haut, s'inscrit lui-même dans la continuité des combats menés par les étudiants depuis 1973, puis en 1978-1979 (grandes occupations de 18 mois). Le grand mouvement d'occupation dans la période 1990-1991 a été à l'origine de la crise politique profonde du gouvernement de droite de l'époque, contribuant à son renversement. Le dernier date de 2006, lorsque les étudiants grecs ont engagé une lutte massive et déterminée contre les projets du gouvernement conservateur de droite de privatisation de l'enseignement supérieur.

Selon l'article déjà cité du site *café-géo.net*, « émeutes et géographie » : « *Les émeutes qui secouent la Grèce depuis plusieurs jours ne surprennent guère les Grecs eux-mêmes et ceux qui suivent l'actualité de ce pays. Depuis deux ans déjà, les étudiants étaient particulièrement inquiets de la politique suivie par le gouvernement conservateur de Kostas Karamanlis, au pouvoir depuis 2004 et confirmé par les législatives anticipées de septembre 2007. Une loi, accompagnée d'une modification de la Constitution [article 16] autorise désormais l'ouverture d'universités privées en même temps qu'une série de dispositions modifie le*

fonctionnement des universités (évaluation des enseignants, fin des distributions gratuites de manuels etc...) Depuis deux ans, l'année universitaire est hachée de grèves et de manifestations. Ce mécontentement profond et diffus est relayé par l'agitation lycéenne, dans un pays où les études et les diplômes apparaissent à beaucoup de familles comme la seule possibilité de promotion sociale. »

En 2006, le mouvement étudiant qui se développe est d'une ampleur inégalée : jusqu'à 95 % des facultés sont occupées par les étudiants sur décision d'assemblées générales ; il y a des manifestations étudiantes très massives dans toutes les villes universitaires de Grèce (Athènes et Thessalonique, mais aussi toutes les autres, du sud [Crète], jusqu'au nord-ouest [Ioanina] et au nord-est [Xanthi])

Ce mouvement dépasse très vite toutes les forces politiques : *« Chose frappante, mais nullement inouïe : le mouvement a dépassé très vite toutes les forces politiques qui sont actives au sein du mouvement étudiant. Des milliers d'étudiantes et d'étudiants, qui jusqu'à hier se sentaient assez hostiles à tout ce qui est « politique », ont découvert par la lutte la valeur de l'action collective, la valeur de la « politique par en bas ». (cf revue Inprecor n° 519 de juillet-août 2006 <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=152>)*

Il est violemment réprimé par la police : en juin 2006, le gouvernement organise contre les manifestations une violente répression qui choque toute la population et a pour résultat ... le renforcement du mouvement. Le gouvernement opère alors un recul tactique : il ne fera pas voter le projet de loi de réforme néolibérale de l'université pendant l'été 2006 (il le remet à plus tard !). Comme évoqué plus-haut, le projet s'attaque de front aux droits et conditions d'étude des étudiants : durcissement des conditions d'admission à l'Université et de redoublement, abrogation de la distribution gratuite de livres aux étudiants, nomination d'un « manager » dans chaque Université, restriction de la « franchise universitaire » qui interdit à la police de pénétrer sur le campus et, afin de rendre constitutionnelle la création d'universités privées, révision de l'article 16 de la Constitution (lequel prévoit que l'enseignement supérieur est exclusivement « public et gratuit »).

Dans le cours de leur combat, les étudiants apprennent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes : en effet, le PASOK soutien le projet d'amendement de l'article 16 proposé par le gouvernement de la ND. Le KKE, dans un premier temps, lutte ouvertement contre le mouvement, invoquant le danger de « perdre la période des examens », calomnie (dans son quotidien *Rizospastis*) toutes les composantes de gauche du mouvement, et tente de construire un « collectif de coordination nationale » contrôlé par lui-même et soutenu par 7 facs au début, une seule à la fin, sur les plus de 400 que compte la Grèce. Dans un second temps, il change de tactique et participe à la Coordination Nationale tout en essayant d'organiser des manifestations séparées. Quant à la GSEE, elle suit le PASOK dans son soutien à la création d'universités « non publiques ». Selon l'auteur de l'article d'*Inprecor*, « l'EEAK (qui regroupe le gros de la gauche anticapitaliste dans les Universités) a été et reste la tendance qui a le mieux exprimé politiquement le mouvement, chose confirmée par sa présence dominante au sein de la Coordination nationale ».

Quelles formes d'organisation apparaissent ? Toujours selon le même auteur, « les décisions des assemblées générales et elles seules sont en mesure de donner légitimité » à toute forme de mobilisation. « L'organisation elle-même de la lutte et de l'occupation, du moment que celle-ci est décidée, passe par la création d'un Comité de Coordination de l'Occupation. Ce dernier n'est pas composé de membres élus et révocables, mais est « ouvert » à tous. Ce

modèle organisationnel a quelques avantages, puisqu'il peut mobiliser dans la base tous ceux qui veulent participer, mais garde aussi des désavantages assez importants. Son fonctionnement principal tourne autour des rapports de forces entre organisations politiques au sein des comités d'occupation... Des comités d'occupation ont été organisés aussi au niveau des villes et, à la fin, aussi au niveau national avec la Coordination Nationale des Facultés Occupées. Or, à ces niveaux, de telles coordinations risquent de devenir complètement coupées des assemblées générales »

De façon générale, malgré les luttes et conflits durs des dernières années (contre la réforme des universités, contre la réforme des retraites et de la Sécurité sociale, contre les privatisations), le gouvernement a fait passer l'essentiel de ses réformes. Il n'empêche que le mouvement de 2008 a su intégrer une partie des leçons de ces expériences passées.

DÉCEMBRE 2008

■ Un novembre 2005 ou un mai 68 français ?

Il est toujours tentant de chercher à faire des comparaisons, elles ne sont pas inutiles en soi mais elles ont des limites évidentes : autre lieu, autre temps, autre contexte... Pour nous, le seul point qui peut rapprocher le mouvement grec de la révolte des banlieues en France en 2005 est leur point de départ : la mort d'un jeune à la suite d'une violence policière, et peut-être aussi le fait que sont concernés des jeunes en mal d'avenir. Mais, à la différence de ce qui s'est passé en France, le mouvement grec s'est situé au centre des villes et non en périphérie, et a concerné une jeunesse lycéenne et étudiante politisée.

La comparaison avec mai 68 est de ce point de vue plus pertinente : étudiants qui tiennent un quartier, des facs, qui s'affrontent violemment aux forces de police, rôle des partis traditionnels de gauche qui n'offrent qu'une perspective électorale au mouvement. Mais il manque à la révolte grecque la grande grève générale de plusieurs semaines, qui, encore plus que l'émeute étudiante, a marqué le mai 68 français.

Reste « le cri » de la révolte pour que ça change... Nous allons tenter maintenant de rendre compte de celle qui vient d'avoir lieu dans le pays qui a vu naître la démocratie.

■ Des attaques bien ciblées

Bien évidemment la plupart des médias n'ont eu de cesse d'insister sur les actes de vandalisme, allant même jusqu'à chiffrer la casse et à présenter les jeunes comme des « enragés » [7]. Qu'il y ait eu au cours de ces journées d'émeutes des actes de violence gratuite de la part de « casseurs » incontrôlés et incontrôlables, c'est fort possible, ainsi que des actes de provocation policière avérés. Mais dans l'ensemble les actes ont été ciblés, prouvant une conscience claire des symboles du pouvoir économique et politique à atteindre.

Quelles ont été les différentes formes d'action ?

- violents affrontements avec les forces de police, construction de barricades à l'aide de voitures retournées et allumage de feux afin de contrer les effets des gaz lacrymogènes (4600 bombes auraient été lancées contre les manifestants et, selon nos informations, l'Union des Chimistes de la Grèce du Nord a établi que la police a utilisé contre les manifestants des produits chimiques interdits même par les conventions internationales.)
- manifestations quotidiennes de protestations silencieuses, dans toutes les villes, actions non-violentes devant le parlement à Athènes. La plupart ont été violemment réprimées par la police qui a arrêté des dizaines de participants

- occupations de lycées et d'universités
- occupations de bâtiments publics, de bureaux municipaux, de théâtres, de cinémas...
- blocage de rues, de routes, de stations de métro avec distribution de milliers de tracts
- attaques de banques à coup de bâtons, cailloux et cocktails Molotov : « *Des balles pour les jeunes, de l'argent pour les banques* », ce slogan qui a été entendu dans les manifestations a été repris par *Le Monde* le 9/12 et *le Monde Diplomatique* (janvier 2009) en titres d'articles
- pillages de magasins, de magasins de luxe situés dans les quartiers commerçants chics mais aussi d' hypermarchés
- attaques de commissariats
- occupations de radios et télévisions
- occupation du bâtiment de la GSEE (confédération syndicale unique)
- organisation de concerts dans des lieux publics. Le plus important a attiré plus de 10 000 personnes et 40 artistes
- ...et attaque du sapin de Noël de la place Syntagma !

Pavlos, l'avocat en colère déjà cité, nous livre son témoignage: « *Chaque jour, des pauvres gars défilent dans mon bureau. Leur maison est sur le point d'être saisie parce qu'ils ont 2 000 euros de dettes, quand des millions sont détournés par l'Eglise et par les politiciens.* » L'article ajoute : « *Ce sentiment d'injustice explique en partie la violence des troubles. Dans la capitale, à Thessalonique et dans de nombreuses villes à travers le pays, des émeutiers se sont parfois livrés à une casse monumentale et organisée. Contre les magasins, mais aussi contre des banques et les sièges flambant neufs des multinationales. **Révélatrice, l'une des premières cibles des casseurs a été le centre d'archives bancaires, à Athènes, dans une ruelle proche de l'avenue Panepistimiou, où sont recensés tous les noms de ceux qui ont contracté un emprunt dans le pays** (c'est nous qui soulignons). Les groupes d'extrême gauche s'en sont pris aussi aux supermarchés, sous l'œil parfois indulgent de nombreux Grecs, comme si le salut devait venir par la rue, dans ce pays où l'élite politique apparaît figée et clanique, et où le souvenir des étudiants qui ont sonné le glas, dans les années 1970, de la terrible dictature des colonels hante encore les mémoires.* » (« Quand la rue s'enflamme » <http://www.le.vif.be/> 19/12/2008)

Cette attaque contre les archives bancaires nous semble particulièrement intéressante : il ne s'agit pas de l'ouverture des livres de compte, ni de leur contrôle, mais de la destruction, pour cause de survie sociale, des traces du vol organisé par les capitalistes par le biais de l'endettement des jeunes, des salariés, des travailleurs indépendants et des agriculteurs : une tentative de résoudre la crise par « en bas » en quelque sorte.

Intéressante aussi, car prouvant une avancée dans la conscience de ce que sont les médias, est l'occupation de radios et de télévisions souvent locales. Le 16 décembre, un groupe de manifestants interrompt l'émission de la chaîne publique NET pour dénoncer sa couverture médiatique partisane des événements. Une remise en cause du fonctionnement des médias, de leur appartenance à de grands groupes privés, de leur manque d'indépendance par rapport au pouvoir politique, du rôle essentiel qu'ils jouent dans la propagande pour défendre et justifier l'économie de marché est absolument indissociable du combat contre le système capitaliste. Les occupants du bâtiment des journalistes d'Athènes d'ailleurs ne se sont pas contentés de dénoncer les conditions de travail des salariés des médias : ils ont aussi montré du doigt le danger de la désinformation ainsi que le corporatisme de ce syndicat des journalistes [voir annexe 1]

Enfin, une autre preuve que les actions ont été bien ciblées, c'est qu'elles ont été comprises et soutenues par la majorité de la population qui, à l'occasion, y a même participé : on a vu des retraités qui ne peuvent plus s'en sortir face à la vie chère piller des magasins : autre réponse « par en bas » à la lutte pour la vie. Selon Valia Kaimaki dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 2009, ont participé également au pillage « des foules affamées »: « *Un phénomène nouveau, observe un étudiant. Avant, dans les manifs, étudiants et syndicats formaient la tête, puis défilaient les partis politiques, Syriza en queue. Après venaient les anarchistes et, quand ça chauffait, ils entraient dans les rangs de Syriza... et tout le monde se faisait tabasser. Maintenant, après les anarchistes, arrive un nouveau bloc : celui des affamés. Immigrés, drogués, désespérés, ils savent que, dans les manifs, il y a de la bouffe* ». Ce que nous lisons ici est à la fois terrible, car apparaît la grande misère, mais dans ce désespoir il y aussi l'espoir du passage à l'acte : les manifs deviennent pour certains une possibilité de survie. Il semblerait, d'après nos informations, que ces pillages aient été relativement « contrôlés ». Peut-être est-ce dû en partie au fait que soit apparu en Grèce récemment un « Mouvement des Robins », Robins non plus des bois mais des villes, qui se servent dans les supermarchés pour nourrir les pauvres...

■ Comment s'est organisée l'insurrection grecque

Nos principales sources sur ce point viennent des sites anarchistes ; nous reproduisons ce document d'ANARKISMO (<http://www.crimethinc.com/>) qui s'attache à décrire l'organisation et les formes d'action du mouvement. Il met en avant évidemment le rôle joué par les anarchistes mais aussi par des milliers de jeunes qui se sont radicalisés au cours de ces journées d'émeutes: « *Il y avait aussi des milliers de jeunes radicalisés au cours des trois dernières années, au cours des luttes sociales pour l'assurance sociale et contre la privatisation de l'éducation, mais aussi dans les immenses manifestations spontanées qui ont eu lieu lors de incendies où ont brûlé 25 % des zones naturelles de la Grèce en 2007. On estime que pour 30 % des jeunes, cela a été leur première émeute.* »

« **Comment les actions ont-elles été coordonnées dans les villes ? Et entre les villes ?** »

Il existe des centaines de groupes d'affinité [...] des groupes basés sur une longue amitié et sur une confiance à 100 % — et des groupes plus importants comme ceux des 3 grands squats d'Athènes et de trois autres à Salonique. Il y a plus de 50 centres sociaux en Grèce, et des espaces politiques anarchistes dans toutes les universités du pays [...] Pour tous, Indymedia est un très important et stratégique lieu de rassemblement et de partage des informations utiles : où les conflits ont lieu, où est la police, où la police secrète est en train d'effectuer des arrestations, et ce qu'il se passe à chaque instant ; c'est utile aussi au niveau politique, pour publier des annonces et pour appeler à des manifestations ou à des actions. Bien sûr, il ne faut pas oublier que dans la pratique, la première forme de coordination, c'était d'ami à ami, par des téléphones mobiles ; telle fut aussi l'approche utilisée essentiellement par les jeunes étudiants pour coordonner leurs initiatives, leurs manifestations, et les actions directes. »

Quelles formes de structures d'organisation sont apparues ?

- a) *Toutes sortes de petits groupes d'amis prenaient des décisions spontanées dans les rues, préparant des actions et les réalisant eux-mêmes d'une manière chaotique, incontrôlable : des milliers d'actions ayant lieu simultanément dans tout le pays...*
- b) *Chaque après-midi, il y avait une assemblée générale dans les écoles occupées, dans les bâtiments publics occupés, dans les universités occupées...*

- c) Indymedia servait à passer les annonces et à coordonner stratégiquement des actions...
- d) Les différents partis communistes ont aussi organisé leurs propres confédérations d'étudiants...
- e) ... Et il y a eu aussi une fédération particulièrement influente, organisée par les amis d'Alexis, pour organiser les manifestations et les actions des étudiants, l'occupation des écoles, et pour publier les annonces générales sur la lutte des étudiants.

Y avait-il des structures déjà existantes qui ont servi à l'organisation des participants ?

Pour les jeunes étudiants qui étaient dans la rue pour la première fois, et aussi pour les immigrants qui participaient, le téléphone était amplement suffisant ; cela a constitué un élément chaotique et imprévisible dans les situations. Autrement, pour les anarchistes et les anti-autoritaires, les assemblées générales sont l'outil d'organisation qui leur sert depuis 30 ans pour toutes sortes d'actions. Tous les groupes affinitaires, les squats, les centres sociaux, les occupations d'université et les autres organisations, ils ont leurs propres assemblées aussi. D'autres participants comprenaient des groupes politiques de gauche, des espaces politiques universitaires de gauche et anarchistes. Pendant la lutte, beaucoup de nouveaux blogs sont apparus ainsi que des réseaux de coordination d'étudiants. »

■ **Le sentiment que toutes les formes « politiques » traditionnelles, pacifiques ou électives ont été épuisées**

Des milliers de jeunes étudiants et surtout, fait nouveau, de nombreux lycéens, rejoints par des couches sociales de toute nature, l'ont expérimenté une fois encore.

Le recours à la révolte générale apparaît comme une nécessité incontournable pour dire « maintenant ça suffit , nous crions notre exigence à vivre et non à mourir dans la société »

*« Aux avant-postes de la fronde, de jeunes anarchistes et des mouvements d'extrême gauche. Mais aussi des novices qui lancent leurs premiers projectiles contre la brigade anti-émeute grecque. Constantin, 18 ans, fait partie de ceux-là. Étudiant en droit, sympathisant d'extrême gauche mais affilié à aucun mouvement politique, il en découd presque chaque soir avec la police dans les avenues du centre-ville ou à proximité de l'Université polytechnique d'Athènes, occupée par des étudiants anarchistes. **« Il y a une colère accumulée depuis tant de temps, lâche-t-il. Les manifestations pacifistes n'ont jusqu'ici rien donné. Ces émeutes ont un sens politique. Détruire une banque a un sens politique également, c'est s'en prendre à ceux qui se font de l'argent sur notre dos. »** L'action des casseurs trouve même grâce aux yeux de certains manifestants, qui restent à distance des échauffourées dans les cortèges. **« Je n'approuve pas les actes de vandalisme commis ces derniers jours, explique Néphélie, 20 ans, venue assister à un rassemblement pacifiste de lycéens et d'étudiants devant le Parlement. Mais ici, si on veut se faire entendre, on n'a pas le choix, malheureusement. »** (c'est nous qui soulignons) (site Bondy autrement (<http://bondy-autrement.org/> : « le cri d'une génération »)*

Les mêmes obstacles se dressent en face d'eux :

- **le KKE** : Le KKE condamne les « anarchistes encapuchonnés » et appelle la population à manifester pacifiquement. Il appelle à plusieurs reprises (dont le 10 décembre, jour de la grève générale) et dans plusieurs villes à des manifestations séparées, sous ses banderoles ou sous celles du front syndical qu'il contrôle, le PAME. Ainsi l'édition du 10 décembre du quotidien du KKE *Rizospastis* (Radical) s'en prend aux « cagoulés » et au SYRIZA qu'il accuse d'encourager les « casseurs » et n'évoque d'aucune manière la chute du gouvernement Karamanlis.

- **Le PASOK** est entièrement absent des manifestations, condamne les actes de violence et dans le développement du mouvement appelle à des élections anticipées

- **les syndicats** : comme l'exprime un grec dans l'interview de D. Mermet citée « *Les syndicats sont atteints de paralysie, ils suivent très lentement et très en arrière, ils subissent passivement* ». La centrale syndicale du pays, la GSEE (Confédération générale des travailleurs de Grèce pour le secteur privé), et l'ADEDY (pour le secteur public) est restée en marge du mouvement. La grève du 10 décembre avait été décidée avant l'assassinat de Alexandros, pour réclamer des mesures contre la crise. Puis, la GSEE (après une demande du Premier ministre) a décidé d'annuler la manifestation et d'appeler à un simple rassemblement sur la place Syntagma. Ce qui n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes de marcher à Athènes et ailleurs. La participation à la grève a également été très grande.

Une cinquantaine de personnes, sous le nom de « travailleurs insurgés d'Athènes » décident, le 17 décembre, d'occuper le bâtiment de la GSEE. Ils déclarent qu'ils agissent ainsi entre autres : « *Pour dissiper les mythes encouragés par les médias sur l'absence des travailleurs des affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 «cagoulés» (koukouloforon), «hooligans» et « pour démasquer le rôle honteux de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale... L'attitude de la GSEE mercredi dernier parle d'elle-même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection* » (« Déclaration des insurgés occupant le bâtiment de la GSEE »)

■ Rôle joué par les organisations de la gauche radicale et de l'extrême-gauche :

Nous avons montré plus haut l'importance du mouvement anarchiste

Quelles ont été les positions de Syriza pendant le mouvement de décembre 2008 ?

Tout d'abord, les jeunes qui le soutiennent ou en sont membres étaient dans la rue dès le début. Selon un anarchiste grec interviewé « *Beaucoup de ses jeunes électeurs sont probablement parmi les révoltés, tout au moins parmi ceux qui lancent des pierres et affrontent les lignes de police.* » Mais, ajoute-t-il, « *Leur président a dit aux encapuchonnés que s'ils enlevaient leur cagoule, le SYN les défendrait face à la justice. Cela exprime la tactique du parti : saboter ceux qui agissent individuellement pour des raisons qui leur sont propres et les amener au parti pour mener des batailles au parlement, à la télévision ou dans les tribunaux* ». (Interview d'anars grecs sur le site [/Documents and](#)

Settings/Administrateur/Local Settings/AppData/Local/Microsoft/Windows/Temporary Internet Files/Documents and Settings/Administrateur/Bureau/communisme.wordpress.com)

Ce sont aussi des jeunes du SYRIZA qui ont pénétré, à l'insu des gardiens, au sommet de l'Acropole et dressé pendant quelques heures deux immenses banderoles le 19 décembre ; sur l'une, le mot « Résistance » traduit en quatre langues, et sur l'autre un appel à la solidarité européenne pour le lendemain (20 décembre, journée de manifestations dans plusieurs capitales européennes, dont Paris, à l'issue de laquelle il y eut plusieurs arrestations). Il est intéressant de noter que presque tous les partis politiques (grecs) ont condamné cette action sur l'Acropole, rocher sacré ! (*La Grèce, pays de symboles 21/12/2008* – <http://pressealagrecque.cafebabel.com/>)

Dans la déclaration faite par Alekos Alavanos, président du groupe parlementaire de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) le 7 décembre, on peut lire l'affirmation que la « *Nouvelle Démocratie ne peut pas rester au gouvernement de ce pays* » et un peu plus loin, un peu contradictoirement, la demande que « *Ce gouvernement doit mettre immédiatement un terme à la présence provocatrice des unités de la police anti-émeutes (MAT, équivalent grec des CRS), qui doivent de toute façon être dissoutes. Il porte la responsabilité intégrale de toute éventuelle continuation de la stratégie de la tension et de la violence* ». [voir annexe 2]

Dans celle faite par Alexis Tsipras, président de la Coalition le 8 décembre 2008, on perçoit une certaine distanciation vis-à-vis des « violences », qu' « elle [SYRIZA] refuse cependant de mettre au même niveau qu'une exécution de sang-froid », la Coalition (SYRIZA) appelle à « *prendre notre vie en main* » à « *arrêter la politique qui a armé l'assassin* ». [voir annexe 3]

L'attitude adoptée par Syriza lors de la grève du 10 décembre (à propos de l'annulation de la manifestation prévue) a été désapprouvée par les organisations d'extrême-gauche qui lui sont extérieures et qui lui reprochent d'avoir participé avec la GSEE à la transformation de la manifestation en simple rassemblement séparé. Elles critiquent aussi sévèrement son orientation « légaliste ». Ainsi, dans un appel commun des organisations de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire à une réunion le 31 janvier 2009, il est affirmé : « *Le SYN/SYRIZA déclare qu'il soutient la révolte de colère de la jeunesse. Mais, au lieu de la généralisation de la lutte pour le renversement de la politique du gouvernement, il met en avant la nécessité d' « une issue démocratique régulière » et il soumet le mouvement à ses objectifs parlementaires. Il a changé le lieu de rassemblement lors de la grève [du 10 décembre] suivant ainsi la GSEE sur le thème du climat de peur. Il ne soutient pas les grèves combattives, mais se limite aux actions symboliques. Il reste une force de gestion, incurablement pro-Union Européenne* » (sur le site de <http://www.okde.org/>)

Courant décembre, Syriza édite une affiche qui proclame : « **Aux banques de l'argent, A la jeunesse des balles, ces jours sont les nôtres. CHASSONS-LES** ». Récemment, dans l'appel à une réunion pour le 19 janvier 2009, dans lequel Syriza réaffirme que, dans le mouvement, il « *s'est écarté des logiques de l'impasse de la violence* » au profit « *d'un chemin unitaire massif, seul efficace*. L'appel conclut : « *Aucun recul pour l'espoir d'un monde meilleur – La lutte continue* » (site <http://syriza.gr/>)

Et celles de l'extrême-gauche :

Les militants des nombreuses organisations d'extrême-gauche sont actifs dès le début dans les affrontements de rue et les occupations. Dès le 8 décembre est diffusée une déclaration-appel sous le sigle « Organisations de la gauche anticapitaliste ». [voir annexe 4]

Cette déclaration diffère de celle du SYRIZA en ce sens qu'elle ne condamne pas, même implicitement, les actes de violence des émeutiers et manifestants, qu'elle appelle d'emblée au renversement du gouvernement, à la jonction « avec les barrages des paysans, les mouvements d'étudiants, les luttes des salariés à qui l'on veut faire porter le poids de la crise », à transformer « chaque lieu social en foyer de résistance et de lutte et contribuer à la constitution d'un large front pour renverser le gouvernement et sa politique ». On y retrouve aussi le mot d'ordre bien connu en France, dans le NPA par exemple, « que le capital paie pour la crise et pas les salariés » et sur lequel il serait nécessaire de réfléchir de façon critique.

Un appel par les organisations de la gauche anticapitaliste pour le 31 janvier 2009 à une réunion-débat sur le thème « La gauche anticapitaliste face à la crise et à la révolte » affirme entre autres que « seul un mouvement politisé, massif et combatif, une forte opposition de "ceux d'en bas" pour la défense des droits, contre la politique de ND-PASOK de l' Union Européenne et du capital, avec pour but final le renversement du capitalisme, peut obtenir des conquêtes. Il faut intensifier ces luttes pour des mesures immédiates [suit une liste de 9 points] et précise « Une opposition populaire et des travailleurs, pour être efficace, doit être anticapitaliste et subversive, avec pour but une autre société, sans exploitation ni oppression, où le pouvoir sera entre les mains des salariés, dans laquelle les besoins sociaux remplaceront le profit, et où la collaboration à égalité des peuples se substituera aux actuelles luttes impérialistes guerrières.. ».(site <http://www.okde.org/>)

■ Radicalité et revendication politique :

La radicalité du mouvement s'exprime par **les actes** et non pas tant par des revendications politiques, au sens traditionnel du terme. Même si, bien sûr, au cours des manifestations, apparaissent l'exigence de la dissolution des forces anti-émeutes, le désarmement immédiat de la police, la punition des coupables et la chute du gouvernement Karamanlis, ces revendications restent très en-deçà de ce qui sourd de la révolte pour le droit à l'existence tout court, qui suppose une remise en cause de l'ensemble du système social et politique existant.

C'est là qu'il faut chercher les raisons de l'émergence de la mouvance « anarchiste » : elle se trouve à un point de rencontre avec le mouvement insurrectionnel qui a surgi : ils entrent conjonctuellement en résonance avec les aspirations à la survie, à la vie de toute une génération, de toute une société.

A propos de cette absence de revendication politique, Rigas Arvanitis (un internaute sociologue, in *Rue 89* du 10/12) écrit : « On peut s'étonner de l'absence de revendication politique. Mais c'est aussi le produit d'un système politique qui n'a rien à offrir. Car si tout le monde s'exaspère du plus mauvais gouvernement que la Grèce ait jamais connu, on rit ouvertement de l'incapacité de "Georgakis" -le petit Georges (Papandreou) le patron mis à mal du Pasok. L'opposition socialiste ne propose en effet plus rien de crédible. »

Et il reprend l'appréciation de Petros Markaris, célèbre auteur grec de romans socio-policiers

"Ici, les jeunes pensent que le monde politique est gangrené par la corruption, les intrigues et les magouilles. Ils voient que toute la fange politique s'enrichit sans que cette richesse ne profite à la société. Ils sont persuadés que tous les scandales ne seront jamais punis. Leur mot d'ordre est "tous pourris". D'où leur violence »

Enfin, Mike Davis, auteur du *Stade Dubaï du capitalisme* et de *City of Quartz*, interviewé par la revue « *Contretemps* » apporte des éléments éclairants sur les causes de la radicalité de ce qui se passe en Grèce :

« Que veut la jeunesse grecque ? Il est sûr qu'elle perçoit avec une clarté très crue la façon dont la récession mondiale se surimpose aux traditionnelles réformes du système éducatif et du marché de l'emploi. Pourquoi, dans un tel contexte, placeraient-ils la moindre foi en un énième retour du PASOK et de son cortège de promesses non-tenues ? Ce à quoi l'on assiste est une espèce originale de révolte, préfigurée par les émeutes de Los Angeles, Londres et Paris, mais qui se déploie à partir d'une compréhension plus profonde du fait que l'avenir a été de toute façon pillé d'avance.... Ma génération, celle du « baby-boom », lègue à ses enfants une économie mondiale en ruines, des inégalités sociales extrêmes, qui atteignent des niveaux stupéfiants, des guerres brutales sur les marges impériales et un climat planétaire devenu incontrôlable » « Souvenez-vous des manifestations contre l'OMC et de la « bataille de Seattle » en 1999 qui ouvrirent une nouvelle ère de protestation non-violente et d'activisme local. La popularité des forums sociaux mondiaux, les millions de manifestants contre l'invasion de l'Irak par Bush et le large soutien aux accords de Kyoto – tout cela véhiculait l'immense espoir qu'un « alter-monde » soit déjà en train de naître. Dans le même temps, la guerre n'a pas pris fin, les émissions de gaz à effet de serre ont monté en flèche et le mouvement des forums sociaux a dé péri. C'est tout un cycle de protestations qui est arrivé à son terme le jour où la chaudière du capitalisme mondialisé a explosé à Wall Street, laissant dans son sillage à la fois des problèmes plus radicaux et de nouvelles opportunités pour la radicalité. » (c'est nous qui soulignons)

On ne peut qu'être d'accord avec lui quand il dit : « **La révolte d'Athènes répond à une soif de colère** : elle met fin à la récente sécheresse en la matière. Il est vrai que ceux qui l'animent semblent n'avoir qu'une faible tolérance pour les slogans d'espoir et les solutions optimistes. Ils se distinguent ainsi des revendications utopiques de 1968 ou de l'esprit rêveur et volontaire de 1999. **C'est bien sûr cette absence de demande de réformes (et ainsi l'absence de toute prise permettant la gestion de la protestation) qui est l'élément le plus scandaleux, et pas les cocktails Molotov ou les vitrines brisées.** Cela rappelle moins les mouvements étudiants des années 1960 que les révoltes intransigeantes de l'anarchisme des bas-fonds dans le Montmartre des années 1890 ou du « Barrio Chino » à Barcelone au début des années 1930. » (souligné par nous). Prié d'éclairer le qualificatif de « scandaleux » qu'il utilise, Mike Davis nous a précisé qu'il entendait par là « "scandaleux" pour les autorités, dans la mesure où la révolte, au moins au début, ne formule aucune demande de concession ou de réforme, mais s'attache à quelque chose de bien plus global, de plus total. »

L'appréciation critique par certains que ce mouvement de la jeunesse grecque n'est pas « politique » nous amène à poser d'autres questions : qu'est-ce qu'un mouvement « politique », qu'est-ce que la politique ? Est-ce un mouvement « politiquement correct » qui doit nécessairement se mouvoir, s'exprimer à travers les organisations politiques ou syndicales traditionnelles, se borner à des revendications qui respectent pour l'essentiel les institutions et organes de l'Etat et du système capitaliste (police, armée, banques etc...) à l'exception peut-être du gouvernement dont on pourrait envisager le changement, mais dans un cadre légaliste, électoraliste uniquement, et pour le remplacer par quel autre gouvernement

(un énième avec le PASOK ?) ?

Ou bien, au contraire, le « politique » ne commence-t-il pas avec la subversion multiforme, par de larges masses de la population, des institutions de la vieille société capitaliste mortifère ? N'est-ce pas précisément parce que ni les élections de 2007 (lors desquelles le KKE est passé de 6 % à plus de 8 % , et SYRIZA de 3,3 à 5,5 %), ni les combats précédents n'ont été en mesure d'exprimer politiquement de façon satisfaisante le climat social nouveau, que la jeunesse grecque est entrée dans la voie de l'insurrection, et qu'elle cherche en elle-même les forces d'exprimer son cri « Assez, nous voulons vivre » ?

D'autres questions sont soulevées : à quoi peut aboutir l'insurrection lorsqu'elle se limite aux affrontements avec la police ? Nous avons trouvé cette réflexion d'un anonyme le 16 janvier sur le site *d'Indymédia* Grenoble : « *Une solidarité effective ne peut tendre qu'à la formation d'un mouvement qui approfondisse ce qu'il y avait de plus radical dans la pratique et la théorie du mouvement grec. Ce n'est que par cette recherche qu'en Grèce ce mouvement trouvera un second souffle qui permettra de balayer les conditions existantes. Les occupations de différentes propriétés de l'Etat ne seront qu'une impasse si elles ne sont pas accompagnées de perturbations importantes de la circulation des marchandises et d'une véritable auto-organisation des travailleurs sur leurs lieux de travail occupés. De même qu'une insurrection est condamnée à être défaite si elle ne sait pas dépasser les actions émeutières* ».

A cette étape, le mouvement est resté cantonné pour l'essentiel aux jeunes, lycéens et étudiants et ne s'est pas étendu aux autres couches sociales dominées, même si celles-ci ont montré leur soutien et leur sympathie. S'il n'a pas encore réussi à se projeter comme espoir pour toute la société, il n'en représente pas moins un pas vers l'auto-émancipation et nous a, à tous, beaucoup appris. Quelle sera l'étape suivante ? « *L'Europe de la jeunesse en lutte est-elle susceptible d'entraîner dans son sillage les salariés, les chômeurs et peut-être d'autres encore* » pour reprendre les termes de la conclusion de Samuel Holder sur le site *Culture et Révolution* [8] ? Nous n'en sommes peut-être pas si loin : Au moment où nous achevons cet article, nous prenons connaissance, via le site *Bellaciao* (21 janvier 2009) de nouveaux mouvements sociaux et de grèves avec occupation en Grèce [9].

La révolte collective, l'irruption directe de forces sociales à laquelle nous assistons en Grèce n'est-elle pas la manifestation et la condition nécessaire, bien que non suffisante, du processus d'émancipation par eux-mêmes des jeunes, des salariés, vers une société où ils pourraient enfin vivre, construire leur avenir, c'est-à-dire une société non capitaliste? Et ce qui est vrai pour la Grèce ne l'est-il pas pour d'autres pays de cette Europe du capital (cf les récentes scènes d'émeutes en Europe de l'Est et notamment en Lituanie[10]), construite et imposée par « le haut » et qui commence « par le bas » à être mise en question par la jeunesse d'Europe ?

Nadine Floury et Christiane Fourgeaud (21 janvier 2009)

[1] *Le ministre des finances George Alogoskoufis, à qui l'on devait les mesures de rigueur fiscale réclamées par l'Union européenne, critiqué au sein même de son parti pour une série de « ratés », est remplacé par l'un de ses adjoints ; les portefeuilles du Développement, du Transport et de l'Éducation changent également de titulaire mais les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Défense et du Travail restent en place*

[2] « *La contagion après de nouveaux incidents à Athènes ?* » se demandait *l'Express.fr* le 11 décembre ; « *La contagion de la crise redoutée* » titrait *Le Figaro* avec *l'AFP* le même jour ; *Sud-Ouest* le 14 décembre se basait sur un sondage IFOP pour décrier que « *La crainte d'une crise sociale grave demeure bien présente parmi les Français, 72 % expriment l'inquiétude que des événements identiques à ceux que connaît la Grèce actuellement se traduisent chez nous aussi par des affrontements violents* », crainte que Daniel Cohn-Bendit, cité par *Rue 89* le 11 décembre, s'empressait d'emblée de conjurer : « *En France, il y a certes une forte déception d'un côté, mais la classe politique n'est pas aussi déconsidérée qu'en Grèce [...] Même s'il y a déception et crise sociale, toute l'Europe ne me semble pas dans le même cas que la Grèce !* »

[3] Quelques titres : *La Grèce de l'indépendance aux colonels* de Kostas Tsoukalas (Maspéro 1970) . *Les communistes grecs dans la guerre* de Christophe Chiclet (L' Harmattan 1987) ; *Les Kapetanios* de Dominique Eudes (Fayard 1970) ; *Mémoires : un révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle* de A. Stinas (La Brèche 1990)]

[4] le 21 octobre 2008 : grève générale contre la politique économique du gouvernement conservateur, contre les privatisations, l'austérité salariale, la réforme des retraites... Des milliers de personnes manifestent ; le 19 mars 2008 : grève générale contre le projet de réforme des retraites, pour la troisième fois en trois mois la Grèce est paralysée ; 4 et 5 mars 2008 : grève sauvage des employés de la banque centrale de Grèce contre le projet de réforme des retraites ; juin 2006 : manifestations étudiantes contre le projet de privatisation de l'enseignement supérieur, grève des marins ; décembre 2005 : grève générale pour protester contre une réforme du secteur public

[5] « *La Grèce en révolte* » article paru le 14 décembre 2008 sur le site *Contretemps*

[6] Résultats des élections législatives de septembre 2007 : Nouvelle Démocratie 41,83 % et 152 députés, PASOK 38,10 % et 104 députés, KKE 8,15 % et 22 députés, Syriza 5,04 % et 14 députés, LAOS (extrême droite) 3,80 % et 10 députés, Verts-Écologistes 1,05 %. Les résultats de l'extrême gauche ont été : PC (m-l) 0,25 %, Front de la Gauche Radicale (MERA) 0,17 %, Gauche Unitaire Anticapitaliste (ENANTIA) 0,15 %, m-l PC 0,11 %.

[7] *Ouest France* le 12 décembre : « *Chez les enrégés de polytechnique* » .

[8] *Journal de notre bord*, 12 décembre 2008

[9] « *Les employés de la compagnie de traitement de l'eau de Thessalonique sont en grève et occupent leur immeuble (malgré la terreur que leur imposent leurs employeurs), afin d'être sûrs qu'il n'y aura pas de problème avec l'approvisionnement en eau. Ils s'opposent à la privatisation de la société, la corruption interne et demandent plus d'embauche.*

Le grand axe routier entre Athènes et Thessalonique (500 km) semble particulièrement prisé des contestataires sociaux : Ce sont les travailleurs du textile (« Textile-Unis ») qui en ont d'abord fait le blocus en fin de semaine dernière. Les employés de 14 sites sont au chômage technique depuis avril et attendent que des solutions financières soient trouvées pour redémarrer. Ils menacent de débarquer à Athènes.

Et puis, lundi dernier, ce sont des agriculteurs qui ont barré la route et se sont rassemblés dans le centre de la plaine de Thessalie (autour de Larissa, situé entre Athènes et Thessalonique). Ils protestent contre la baisse du prix du coton, du blé, du maïs et du lait. Ils veulent que soient fixés des

prix plachers et que le prix des carburants et des pièces détachées pour le matériel agricole soit soumis à un strict contrôle. Ce mouvement d'agriculteurs tend à se généraliser à tout le pays. En particulier en Crète où différents rassemblements se sont produits, surtout sur l'axe La Canée, Réthymon, Héraklion, avec comme objectif de couper la Crète en deux. Les revendications touchent les produits locaux : huile, légumes, agrumes, viticulture, élevage, apiculture, bref tout ce qui touche le fameux "régime crétois". Il faut dire que la commercialisation de ces produits est entre les mains de cartels mafieux et spéculatifs qui poussent à faire disparaître les plus petits agriculteurs en vue de constituer de plus grosses unités de production (en Crète le processus n'est, heureusement, pas encore achevé), ce qui a comme conséquence l'exil sur le continent, pour certains qui iront grossir les banlieues athéniennes et travailler à vendre des tickets d'entrée au Parthénon. Les Crétois veulent rester sur l'île (sans doute encore des « nationalistes » qui ne comprennent pas le charme de l'universalisme et de l'expansion du capitalisme qui veut en faire des prolétaires n'ayant que leur classe et le genre humain comme patrie !). Hier, mardi, le mouvement s'est encore étendu : un aéroport a été bloqué en Crète, alors que le gouvernement appelait les agriculteurs à « éviter l'extrémisme ». Les blocages de routes se produisent dans tout le pays.

Enfin, dans le secteur de la santé, un mouvement se dessine contre l'utilisation du secteur public, en l'occurrence les ambulanciers, par le secteur privé. Des arrêts de travail se sont produits à plusieurs reprises. »

(<http://bellaciao.org/fr/oclibertaire.free.fr>)

[10] voir le site :

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/europe/20090117.FAP9134/scenes_demeutes_en_europe_de_lest_notamment_en_lituanie.html)

EN ANNEXE...

★ Annexe 1

DECLARATION DE L'OCCUPATION DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DES MEDIAS (ESIEA)

Le samedi 10 janvier, un groupe d'employés (actifs ou non), de travailleurs non payés et d'étudiants de l'industrie des médias ont occupé le quartier général de l'ESIEA (le syndicat des journalistes, photoreporters et autres travailleurs des médias grecs)

Tract d'appel à l'Assemblée ouverte du 10 janvier :

LES TRAVAILLEURS, NOUS AURONS LE DERNIER MOT...

Les milliers des manifestants qui sont descendus dans les rues de toute la Grèce le vendredi 09/01 ont prouvé que le feu de décembre n'est pas près de s'éteindre, ni par les balles ni par l'acide lancé par la majorité des médias tous ces derniers jours. C'est pourquoi la seule réponse de l'Etat face à la jeunesse et aux travailleurs se résume, encore une fois, à la répression. Les MAT (CRS), les mains libres par les ordres des dirigeants et avec l'incitation des médias à la tolérance zéro, ont lancé des produits chimiques, accompagnés d'arrestations et des violences contre quiconque ils croisaient sur leur route.

Quand la répression étatique se retourne (comme le 09/01) même contre des travailleurs reporters, opérateurs, photographes, avocats, qui se trouvent dans la rue sans prendre le parti des assassins, il devient encore plus clair que les événements insurrectionnels de ces derniers temps posent la question de la dignité de chacun et de chacune d'entre nous dont la survie dépend du salaire. Ainsi, quelques-uns parmi nous qui travaillent dans les médias, nous prenons position à côté des combattants. Avec la participation à la lutte des travailleurs mais aussi avec la lutte dans nos lieux de travail contre l'opinion du patronat des médias quant aux événements. Citons comme exemple le licenciement du photographe Kostas Trironis du journal *Elephteros Typos*, parce qu'il a pris en photos des policiers en train de lever les armes le lendemain de l'assassinat du jeune de 15ans, Alexandros Grigoropoulos.

Nous n'avons aucune illusion sur le fait que les médias, en tant qu'appareillage idéologique de l'Etat, feront tout ce qu'ils pourront pour que les gens rentrent à la maison. Nous le savons mieux que quiconque car nous travaillions pour eux. Comme nous savons que pour que Mr Preteridis, ou Mr Tragas, et autres grands journalistes médiatiques, puissent prendre position pour l'abolition du droit d'asile des universités et la séparation entre les « cagoulés » et les manifestants « pacifiques », ils ont besoin le silence quotidien de chacun d'entre nous.

Notre position aux côtés des révoltés résulte aussi de l'exploitation quotidienne que nous vivons dans les lieux de travail. Dans l'industrie des médias les relations de travail flexibles et précaires abondent comme le travail non rémunéré, l'absence de sécurité sociale, le travail payé à la tâche, les heures supplémentaires et les pratiques arbitraires de la part du patronat. Ce dernier temps, sous prétexte de crise financière, les licenciements ont augmenté ainsi que les menaces de licenciements.

Comme tous les travailleurs, nous vivons, nous aussi, la liquidation et l'arnaque des chefs syndicalistes. L'ESIEA (Union des Rédacteurs des Journaux Quotidiens d'Athènes) en tant qu'institution se retourne contre les luttes des travailleurs, que ça soit la résistance contre le patronat ou l'urgente nécessité de dépasser les divisions internes dans cette branche des métiers pour la création d'un syndicat uni pour la presse. La corporation d'ESIEA, qui fonctionne d'ailleurs en tant que syndicat patronal, est le soutien principal des dirigeants dans leur effort pour nous séparer du reste de la classe des travailleurs. Dernier exemple, c'est la non participation à la grève générale du mercredi 10/12.

Pour toutes ces raisons, une initiative de travailleurs, de chômeurs, de travailleurs au noir, de stagiaires et d'étudiants dans le milieu des médias, nous avons décidé d'occuper le bâtiment d'ESIEA pour mettre en avant tout ce qui nous unit avec la société combattante :

La contre-information par opposition à la propagande des nos patrons dans les médias

L'action de tous les travailleurs dans les médias, auto-organisés, avec des procédures de démocratie participative, contre l'attaque que nous recevons.

★ Annexe 2

Texte de la « **Déclaration du président du groupe parlementaire de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) Alekos Alavanos** (Athènes le 7 décembre)

SYRIZA participe à la profonde douleur et à la colère de la famille du lycéen Alexis Grigoropoulos. Au désespoir et à la rage de toute la jeunesse.

Il n'y a aucune excuse. Ce jeune de 16 ans prend place aux côtés de tous les combattants de la jeunesse, Petroulas, Komninos, Sotiropoulou, Kaltezas, dont la vie a été fauchée uniquement parce qu'ils aimaient la liberté.

En Grèce, sous le gouvernement de la « Nouvelle Démocratie », être jeune est en soi un délit. On n'assassine pas la jeunesse uniquement avec des balles. Mais aussi avec le chômage, la précarité, la soumission de l'Education au profit, avec l'absence d'espoir et de perspective.

La « Nouvelle Démocratie » ne peut pas rester au gouvernement de ce pays.

Nous appelons la jeunesse lycéenne, étudiante et travailleuse, ainsi que tous les citoyens à riposter de façon combative, massivement, pacifiquement. Avec le droit au travail et à l'université publique, qu'ils luttent pour la démocratie et les libertés, pour le droit à la vie en tant que telle.

Quand ces objectifs seront atteints la mémoire de leur camarade de classe sera honorée. Le mot d'ordre (de l'insurrection de l'Ecole Polytechnique de 1973 contre la dictature des colonels) « Pain, Education, Liberté » est de nouveau d'actualité.

Ce gouvernement doit mettre immédiatement un terme à la présence provocatrice des unités de la police anti-émeutes (MAT équivalent grec des CRS), qui doivent de toute façon être dissoutes. Il porte la responsabilité intégrale de toute éventuelle continuation de la stratégie de la tension et de la violence ».

★ Annexe 3

Texte de la
« **Déclaration du président de la Coalition de Gauche Alexis Tsipras**

Athènes, 8 décembre 2008

Depuis maintenant deux jours, une vague sans précédent de rage et d'exaspération déferle dans les rues, les places, des écoles et des universités.

Une révolte inédite et spontanée de la jeunesse transforme en cri les paroles qui sont actuellement dans la bouche de tout citoyen démocrate : « Ça suffit maintenant » !

Jusqu'à présent, nous savions qu'être jeune et contester, qu'être jeune et avoir des rêves était un délit grave dans ce pays. Nous apprenons que ce délit peut désormais à l'occasion être puni par la privation de la vie elle-même. La responsabilité politique du Premier ministre est lourde. Au lieu de l'assumer, il préfère toutefois refuser les démissions des ministres immédiatement concernés, il adopte la version du « fait isolé » et il cherche refuge derrière les vitrines cassées.

Notre gauche n'adopte pas de telles pratiques et ne peut en être considérée comme responsable. Elle refuse cependant de les mettre au même niveau qu'une exécution de sang-froid. L'assassinat d'Alexis nous concerne tous.

Nous sommes tous partie prenante de cette révolte spontanée qui exige la dignité et le droit à la vie.

Aujourd'hui il n'y a pas de place pour les hésitations. Ou bien nous prenons notre vie en main, ou bien nous aurons peur de marcher dans la rue. Ou bien nous arrêtons la politique qui a armé l'assassin, la politique de l'impunité et de la criminalisation des luttes sociales de la jeunesse, ou bien nous vivrons sous la terreur.

(traduction Stathis Kouvelakis) »

★ Annexe 4

A BAS LE GOUVERNEMENT DES ASSASSINS

Intensification de la résistance, renversement de la politique de répression, d'austérité et de racisme

TOUS et TOUTES

- **A la manifestation lundi 8 décembre 18 heures aux Propylées**
- **Participez massivement à la grève générale mercredi 10 décembre, (Musée-Ecole polytechnique) 22 heures**
- **Pour l'appel à la grève générale le jour des obsèques**

Nous, organisations de la gauche anticapitaliste qui signons ce texte, condamnons l'assassinat de sang-froid de Alexis Grigoropoulos par les « forces spéciales » de police, le samedi 6 décembre au soir. Nous saluons les mouvements et mobilisations de condamnation du gouvernement des assassins qui se déroulent dans toute la Grèce.

Pour nous, cet assassinat n'est pas dû au « zèle exagéré » ou à la « perte de sang-froid » ou au « manque de formation » d'un policier, mais à la politique d'ensemble agressive et contre le peuple du gouvernement de la ND :

- une politique qui renforce les forces de répression et légalise l'utilisation des armes à feu contre les manifestants. Et qui, en même temps privatise *Olympique*, [entreprise publique de transport aérien, et privatise aussi les ports], détruit la sécurité sociale et s'attaque avec une particulière violence à la jeunesse.
- C'est la politique des enlèvements de Pakistanais, [du scandale] des écoutes téléphoniques, des attaques racistes qui coûtent la vie des réfugiés demandeurs d'asile pour une vie meilleure
- Une politique qui vote un ensemble de « lois anti-terroristes », met en place chaque directive de l'Union Européenne contre les droits démocratiques et les émigrés. Et en même temps, vote une loi-cadre autorisant la privatisation des universités, et lance des offensives répétées d'austérité et de pillages fiscaux.

Dans le contexte de la crise, ce gouvernement, d'un côté offre des milliards aux banquiers et de l'autre, désigne comme boucs émissaires les jeunes d'Exarchia ou les émigrés de Patras.

Après l'abominable assassinat, le gouvernement réagit en poursuivant la même politique de répression : elle se caractérise par l'attaque sans précédent en intensité, violence et provocation des MAT [CRS] et de la

police contre le peuple, considéré comme ennemi, et la jeunesse, qui quelques heures après l'évènement tragique et le lendemain ont réagi avec de puissantes et massives mobilisations. Cette attitude du gouvernement à laquelle consent pour l'essentiel le PASOK est un message clair pour l'avenir. Ils sont déterminés à faire passer en force – en utilisant la botte de la répression contre toutes les résistances – leur politique de gestion de la crise : une politique de rigueur sans précédent, de privatisations et de marchés libres qui sacrifie les besoins des peuples et des jeunes sur l'autel du profit et du pacte de stabilité de l'Union Européenne.

C'est cette conscience, tant en ce qui concerne le passé que l'avenir, de l'offensive antisociale et répressive impulsée par le gouvernement de la ND et l'UE qui nourrit la colère et l'indignation des salariés, de la jeunesse, des agriculteurs.

C'est pourquoi des milliers de salariés et de jeunes – et avec eux nos organisations – ont donné une réponse déterminée et offensive à l'assassinat dès le samedi soir, massivement et collectivement.

C'est pourquoi la réaction à l'assassinat d'Alexis peut et doit prendre de l'ampleur et trouver sa jonction avec les barrages des paysans, les mouvements d'étudiants, les luttes des salariés à qui l'on veut faire porter le poids de la crise.

Dans de tels moments, il n'y a de place ni à l'inaction, ni à la seule explosion de rage.

Mais à la lutte collective, déterminée et méthodique, massive et combative sur chaque lieu de travail, dans chaque faculté, école, quartier. Afin de transformer chaque lieu social en foyer de résistance et de lutte et contribuer à la constitution d'un large front pour renverser le gouvernement et sa politique. Avec comme premier pas la participation massive aux manifestations contre l'assassinat et la grève générale de mercredi.

- **A bas le gouvernement des assassins de la ND et sa politique**
- **Que le capital paie pour la crise et pas les salariés et les jeunes**
- **Intensification des luttes pour les droits sociaux, du travail, les droits politiques et à l'éducation des salariés et des jeunes.**
- **Démission immédiate de Pavlopoulos-Xynofotis, punition immédiate et exemplaire des coupables.**
- **Désarmement immédiat de la police**
- **Forces de répression hors des manifestations et du centre d'Athènes, dissolution immédiate des MAT et Forces Spéciales.**
- **Libération des manifestants arrêtés**
- **Abolition de toutes les lois anti-terroristes et de répression.**

Communiqué- appel

des organisations de la gauche anticapitaliste :

ARAN, ARAS, EEK, EKKE, K.O.ANASYNDAXI, NAR, Neolaia K.A., OKDE Spartakos, OKDE, SEK et les fronts ENANTIA et MERA

-

Traduction Christiane Fourgeaud